



ARRÊTÉ TEMPORAIRE N° 2024/311T

Arrêté portant autorisation d'installation d'un échafaudage, au 5 bis, avenue du Cep, 3, rue au Pain et rue du Bœuf, à Poissy, du 15 avril au 15 mai 2024

Le Maire,

Vu la demande en date du 22 mars 2024, par laquelle la Société Acorus-Technibat sollicite l'autorisation d'installer un échafaudage, au 5 bis, avenue du Cep, 3, rue au Pain et rue du Bœuf, à Poissy, afin d'effectuer les travaux de façades, du 15 avril au 15 mai 2024,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2122-21, L. 2122-24 et L. 2212-1 et suivants,

Vu le Code de la route, notamment les articles L. 110-3, L. 325-1 et suivants, L. 411-1 et suivants, R. 325-1 et suivants, R. 411-1 et suivants, R. 412-26 et suivants et R. 417-1 et suivants,

Vu le Code de la voirie routière, notamment les articles L. 113-2 et L. 116-2,

Vu le Code de la sécurité intérieure, notamment l'article L. 511-1,

Vu le Code de l'environnement, notamment l'article L. 541-2,

Vu le Code pénal, notamment les articles R. 131-41 et R. 610-5,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 22 octobre 1963,

Vu la décision du Maire n° 517 du 18 août 2020 relative à la fixation des redevances d'occupation de la voirie,

Vu l'arrêté n° 2022/800P du 4 juillet 2022 portant arrêté de délégation de fonctions et de signature à Monsieur Georges MONNIER, deuxième adjoint au Maire, délégué aux espaces publics, à la propreté urbaine et à la commande publique,

Considérant que la Société Acorus-Technibat effectuera des travaux de façades au 5 bis, avenue du Cep, 3, rue au Pain et rue du Bœuf, à Poissy, du 15 avril au 15 mai 2024,

Considérant que dans ce cadre, la Société Acorus-Technibat sollicite l'autorisation d'installer un échafaudage sur le domaine public,

Considérant qu'il importe dès lors d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique, ainsi que celle des intervenants,

Considérant la nécessité d'autoriser l'occupation du domaine public,

ARRÊTE :

Article 1 :

Du 15 avril au 15 mai 2024, la Société Acorus-Technibat sera autorisée à installer des échafaudages sur le domaine public afin d'effectuer des travaux de façades :

- de 8 m² au 5 bis, avenue du Cep, à Poissy,
- de 25m² au 3, rue au Pain,

- de 18 m² rue au Pain angle rue du Bœuf,
- de 24 m² rue du Bœuf, à Poissy.

Article 2 :

Le bénéficiaire devra verser à la première réquisition dans la caisse du trésorier principal de Poissy la redevance d'un montant total de six cents euros.

Tarifs	Temps occupé	Surface occupée	Total
Echafaudage : 8 € / m ² / mois	1 mois	8 m ²	64 €
Echafaudage : 8 € / m ² / mois	1 mois	25 m ²	200 €
Echafaudage : 8 € / m ² / mois	1 mois	18 m ²	144 €
Echafaudage : 8 € / m ² / mois	1 mois	24 m ²	192 €
Montant total de la redevance			600 €

Article 3 :

Le bénéficiaire aura la charge de mettre en place la signalisation temporaire réglementaire correspondant aux prescriptions énoncées dans le présent arrêté. Il sera responsable des conséquences résultant d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire devra veiller à :

- maintenir les trottoirs et chaussées propres ;
- réduire au maximum la gêne apportée aux riverains ;
- maintenir un cheminement piétonnier continu et sécurisé ;
- évacuer par ses propres moyens tous les déchets générés conformément à l'article L. 541-2 du code de l'environnement.

Article 5 :

Les infractions au présent arrêté seront constatées et sanctionnées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 :

Le Directeur Général des services et le Responsable de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité (publication, affichage, ou notification), auprès du Tribunal Administratif de Versailles (56, avenue de Saint-Cloud, 78000 VERSAILLES) ou par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr.

Poissy, le 22 mars 2024

**Pour le Maire et par délégation,
Georges MONNIER**

#signature#

**Le Deuxième Adjoint,
Délégué aux espaces publics,
À la propreté urbaine et à la commande publique**

Document publié sur le [site de la ville](#) le 26/03/2024